

Le logement

Je parlais tout à l'heure de la région que je représente, une circonscription de banlieue qui a constamment besoin de nombreux logements. Et les logements vont de pair avec la croissance et le développement économique. Notre parti n'est pas contre le développement économique.

M. Taylor: La nationalisation.

M. Rose: Ce n'est pas la réponse à tout. Si la nationalisation transformait n'importe quel pays en véritable paradis, tout le monde s'y serait mis.

M. Taylor: Cela n'arrivera jamais.

M. Rose: Vous ne connaissez pas non plus toutes les solutions.

M. Taylor: Nous ne prétendons pas les connaître toutes, mais nous en avons certaines. La nationalisation n'est pas la solution.

M. Rose: C'est le député qui le dit. Il a quelques bonnes idées. Je représente une circonscription de banlieue et lorsque le nombre de mises en chantier diminue dans une circonscription comme la mienne, sa croissance ralentit et les ventes de bois diminuent. Comme je l'ai déjà dit, environ 30 p. 100 des gens que je représente qui travaillent dans des scieries sont en chômage. Les marchands de matériaux de construction n'arrivent plus à vendre. Les sous-traitants comme les électriciens, les plombiers et autres entrepreneurs n'ont pas toujours de l'ouvrage. Dans ma circonscription, nous nous attendions à voir la population s'accroître de 5 p. 100 par an. Nous avons trop de logements. Nous n'avons pas réussi à vendre ceux que nous avons. Nous nous orientons maintenant vers des logements moins chers comme je l'ai dit en commençant mon discours. En Colombie-Britannique, une maison de \$70,000 est une maison à prix modique. Il s'agit d'un bungalow bien ordinaire de 1000 pieds carrés dont le sous-sol n'est pas fini. Les entrepreneurs baissent leur prix. Ils sont tombés de 30 p. 100 et les constructeurs construisent sur des terrains plus petits et se contentent d'un bénéfice moins élevé. Néanmoins, le prix moyen se maintient toujours à \$90,000 dans ma région. Si vous avez une hypothèque de \$80,000 cela donne \$1224 par mois. Si vous multipliez ce chiffre par 3, il vous faut environ \$40,000 pour que cela représente 30 p. 100 de votre revenu. Vous êtes donc coincé de toute façon. La situation est vraiment très difficile pour bien des gens. Vous raconterez cela un jour à vos enfants. Les constructeurs auront besoin de toute l'aide qu'ils pourront obtenir. Ils ont besoin d'hypothèques par l'entremise de la SCHL. Dans ma région, ils construisent maintenant des maisons et non les châteaux qu'ils construisaient depuis dix ans à cause de la politique du gouvernement actuel.

• (2120)

Pourquoi les taux d'intérêt sont-ils si élevés? C'est probablement le plus grave obstacle à la construction de logements à coût modique. Je vous dirai pourquoi, à mon avis, les taux d'intérêt sont élevés. Nous avons hérité de la politique américaine en matière de taux d'intérêt. Nous ne pouvons feindre de l'ignorer. Nous ne pouvons limiter les taux d'intérêt tout seuls. Nous pouvons formuler une politique sur les taux d'intérêt au Canada, mais elle reflétera certes ce qui se passe aux États-Unis. Nous mettons tous nos œufs dans le même panier des mégaprojets en espérant trouver une solution économique. J'ai appris l'autre jour que le projet Alsands se trouvait aux prises avec des difficultés. C'est une affaire grave, personne ne peut

le nier. Les députés savent-ils combien l'Alberta se propose d'investir dans le projet Alsands? Entre 3 et 5 milliards. Combien le gouvernement canadien investira-t-il? Deux milliards de dollars.

Quatre milliards de dollars seront versés au titre du programme d'encouragement du secteur pétrolier pour forer des puits dans la mer de Beaufort. Il s'agit là de dollars de 93c. Nous sommes disposés à déboursier 6 milliards de dollars pour vendre quatre réacteurs Candu au Mexique. Nous allons subventionner le charbon du nord-est de la Colombie-Britannique alors que nous cessons de subventionner les céréales des Prairies en réduisant le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Dieu sait ce que nous allons dépenser pour la construction du premier tronçon du gazoduc de la Vallée du Mackenzie qui traversera l'Alberta.

Si nous investissons autant d'argent dans des mégaprojets, il est évident qu'il ne restera plus rien pour financer le programme d'aide au logement présenté par le ministre. Si vous engouffrez des milliards de dollars dans des mégaprojets, vous devez couper les programmes de logement, les subventions à l'enseignement post-secondaire, l'assurance-maladie et l'assurance-hospitalisation. Ce sera nécessaire puisque nous ne disposons pas d'assez d'argent pour tout cela. Voilà pourquoi nos taux d'intérêt montent et la valeur de notre dollar descend. Les ambitieux d'en face souffrent de mégamanie. Voilà pourquoi nous manquons d'argent.

Que propose le gouvernement comme solution? Couper les crédits du logement social, maintenir les bénéfices excessifs des banques, souscrire au report des intérêts hypothécaires, se raccrochant désespérément à la mesure préconisée par le ministre du logement. A propos des hypothèques en 1980, M. Peter Carter de la Banque Royale a déclaré, et je cite:

En tant que banquier digne de confiance, travaillant dans une société axée sur la consommation, je ne puis accepter un plan au bout duquel l'emprunteur se trouve à devoir une somme plus importante que celle empruntée.

Eh bien, les emprunteurs sont endettés jusqu'aux oreilles. Les banques ne s'en aperçoivent pas, mais ils le sont. Aujourd'hui, on nous offre des hypothèques de six mois. Bientôt, on nous proposera des taux extrêmement variables. Aux États-Unis au moins, on a imposé certaines restrictions: pas plus de 1 p. 100 par six mois. La politique de cherté de l'argent préconisée par le gouvernement n'a pas réussi à résorber l'inflation. Au contraire, elle l'a alimentée. C'est une politique idiote que les députés d'en face appliquent aveuglément. Elle n'aidera personne en quoi que ce soit.

Que réclamons-nous? Je terminerai là-dessus, ce qui me laissera peut-être le temps de répondre à la question du ministre. Nous réclamons un gel de six mois. Nous ne pouvons continuer de la sorte. Nous voulons faire baisser les taux d'intérêt avec une politique de loyer de l'argent adaptée aux besoins du Canada, et fixée à un taux légèrement supérieur à celui de l'inflation. Il n'est pas nécessaire de soumettre tout le secteur à ce régime. Les banques pourraient continuer à consentir des prêts pour la construction de centres commerciaux ou autres à des taux d'intérêt de 22 p. 100. Toutefois, pareils taux ne devraient pas s'appliquer au logement. C'est une question trop importante. Nous voulons que la SCHL recommence à consentir des prêts directs. Cette société nous a aidés, mon père et moi-même, et je suis sûr qu'elle aiderait beaucoup d'autres gens qui voudraient s'acheter une maison. Si je n'avais pas les moyens d'aider mes enfants, ils ne pourraient pas s'en acheter.